

KRONIEK - CHRONIQUE

1. Congrès historiques : le gigantisme qui tue.

Les deux congrès historiques internationaux les plus importants se sont tenus en succession cet été en Union Soviétique : du 10 au 14 août, à Léninegrad, le Ve congrès international d'histoire économique, du 16 au 23 août, à Moscou, le XIIIe congrès international des sciences historiques.

On sait que le congrès des historiens économistes constitue en fait une sécession : depuis 1960, les historiens économistes, pour des raisons, disons personnelles, ont décidé d'avoir leur congrès à eux, bien que par ailleurs le congrès quinquennal garde lui aussi ses sections d'histoire économique. Cette année, sur proposition de monsieur Harsin, les organisateurs des deux congrès ont décidé qu'à l'avenir, les deux manifestations n'auraient plus lieu la même année. Le prochain congrès d'histoire économique aura lieu à Copenhague, le congrès quinquennal quelque part aux Etats Unis en 1975.

Il ne semble pas que ces congrès, dans la forme où ils se tiennent actuellement, offrent encore une véritable efficacité. C'est l'avis que j'ai récolté auprès d'un grand nombre de congressistes.

Il y avait, semble-t-il, environ 1800 participants au congrès de Léninegrad, et près de 3000 à Moscou. De tels nombres posent sérieusement le problème des locaux. On estimera peut-être que c'est une question triviale. En fait, c'est un des trois ou quatre éléments fondamentaux qui conditionnent l'efficacité scientifique d'un congrès.

A Léninegrad, où les séances se déroulaient au palais de Tauride, lourd de souvenirs historiques, les congressistes ne trouvaient pas de siège. Il en était de même à Moscou, où les séances se déroulaient à l'université et où j'ai vu de mes yeux le président du congrès chercher désespérément une place et, après être resté debout quelque temps, quitter la salle bondée au point que les assistants debout empêchaient les assistants assis de voir l'orateur. Ce n'est que désagréable. Ce qui est plus grave, c'est que dans un tel contexte, il était impossible de se déplacer d'une section vers une autre. On constituait véritablement une audience captive et il fallait rester en place toute la matinée ou tout l'après-midi, même lorsque on désirait passionnément passer à une autre section, même lorsqu'on était fatigué de voir passer des dizaines d'intervenants qui n'avaient rien à dire ou que l'on ne comprenait pas.

Et il y a aussi la question des "rapports généraux". J'ai encore connu le dernier congrès d'avant-guerre, celui de Zurich.

Si je ne me trompe, il n'était pas question alors des "rapports généraux" qui maintenant -depuis le congrès de Paris de 1950- constituent l'ossature déplorable de ces réunions. Le système est maintenant complètement rodé : cela donne ceci : les rapports sont envoyés d'avance (Moscou, mais pas tous) ou remis aux congressistes le jour d'ouverture (Léningrad). Ils sont brièvement résumés par l'auteur, suivent les résumés des "communications", et tout de suite commence le défilé : par *dizaines*, des participants se présentent, tirent un papier de leur poche, et se mettent à le lire, puis quittent la tribune sous les applaudissements de leurs amis. J'étais moi-même rapporteur général à une séance : il y avait 57 (sic) intervenants inscrits, inquiets par dessus tout, de manquer leur tour de parole, seul élément à les intéresser. Ceci se passait à Moscou. A Léningrad, notre compatriote Deprez, organisateur d'une section sur les migrations, ne parvint plus à comprimer son impatience lorsque le Nième orateur monta à la tribune, avec son petit papier et se mit à lire un exposé bourré de chiffres. Le président de séance invita alors rigoureusement chaque intervenant à ne discuter que des problèmes soulevés par les rapporteurs. Ensuite de quoi, chaque nouvel orateur assura avec un sourire gentil que telle était précisément son intention, puis se mit à lire avec application le texte préparé de longue main.

En conséquence, et sauf à de rares moments, pour de grandes et de petites raisons, ces congrès offrent de moins en moins d'intérêt. Il n'y a pas de discussions spontanées (on m'affirme qu'il y en eut une après le rapport sur la noblesse au 17^e siècle), où les spécialistes apportent les vues nouvelles. Le système des rapports généraux a manifestement fait faillite et a tué les congrès, conjointement avec les nombres énormes de participants, et l'obligation qui est imposée souvent en contrepartie du soutien pécunier, d'intervenir dans le débat. Il y a lieu de repenser complètement la notion de congrès historique si l'on veut qu'ils conservent quelque efficacité. Mais peut-on encore revenir en arrière dans ces énormes machines qui tournent de plus en plus à vide autour d'un axe de comités ?

Il n'est pas facile de parler du contenu scientifique de ces congrès. Pour les raisons exposées plus haut, il est désormais impossible de passer facilement d'une section à l'autre selon que l'on voudrait entendre tel ou tel exposé. Je me limite donc à un seul aspect : on a énormément parlé d'histoire quantitative et d'ordinateurs, et cela tant à Léningrad qu'à Moscou. C'est là évidemment un signe des temps, mais cela dans plus d'un sens. Si on a parlé d'ordinateurs et d'histoire quantitative, indéfiniment, il en ressort surtout à mon sens combien on en est toujours, dans ce domaine, aux bal-

butiements. C'est à Leningrad qu'à la fin de la séance sur l'emploi des ordinateurs un confrère anglais a pris violemment la salle à partie pour lui reprocher son infantilisme : chacun propose tel genre de document et explicite sa technique personnelle, *mais on ne repense pas l'histoire* en fonction des nouvelles possibilités. Un silence embarrassé et de timides applaudissements suivirent cette philippique. Pour moi, je puis dire seulement sur ce point que j'ai en effet été frappé par le niveau élémentaire de pas mal d'exposés sur la question. Quelques-uns pourtant se situaient à un niveau élevé, je pense entre autres à celui de H. Palli (de Tallinn), à celui de Yu. Kahk (U.R.S.S.), à celui de Hexter (U.S.A.) et bien sur au rapport collectif présenté par F. Furet et E. Le Roy Ladurie. Il y en a eu d'autres encore -présentés e.a. par nos compatriotes- mais tous les exposés n'étaient pas de cette classe ! D'ailleurs, comme l'ont souligné deux ou trois intervenants, le computer n'a de valeur que dans la mesure où le problème à étudier a d'abord été pensé, des hypothèses formulées que le computer permettra de vérifier.

Cet accent mis sur l'histoire quantitative est seulement l'aspect le plus marquant d'une préoccupation générale de ce congrès : la méthodologie, mais ici encore, si on se réjouit de voir l'historien s'interroger sur les problèmes de sa discipline, on se demande dans quelle mesure on avance en profondeur. C'était avec curiosité et espoir que je m'étais rendu à la séance consacrée à "la biographie". Ce fut une avalanche de lieux communs avec bien peu d'éclairs lumineux !

Ce congrès n'a-t-il pas été en définitive le congrès de l'histoire en crise de pensée ? Ou bien passons-nous par les affres d'une réorientation qui en est à chercher sa voie en tatonnant ? Mais s'il en est ainsi, les congrès internationaux dans la forme où ils sont organisés ont-ils un sens ? N'est-ce pas vers des séminaires internationaux composés de spécialistes qualifiés et de jeunes qu'il faut se diriger ?

La participation belge à ces deux congrès ne semble pas avoir été très nombreuse : sauf erreur, étaient présents à Leningrad nos confrères et collègues Bairoch -auteur d'un rapport sur *La structure de la population active de 1700 à 1970*, Bogaert, Bruwier, Craeybeckx, Deprez -organisateur de la section "*Division du travail et migrations intérieures*" et auteur d'un rapport *The casual analysis of international migration*-, Desmet-Thielemans, Dhondt, Douchamps-Lefèvre, auteur d'une communication sur *La statistique douanière des Pays-Bas autrichiens*, Harsin, Vander Wee enfin. Ce dernier n'a pas fait moins de trois communications, dont *Money and capital as factors in economic growth in the southern Nether-*

lands 1550-1650 et L'utilisation de l'ordinateur pour l'étude des domaines royaux aux Pays-Bas (14e-18e siècle).

Pour ce qui est du congrès de Moscou, je crains de ne pouvoir donner la liste complète des Belges et Luxembourgeois présents, faute d'une liste des participants. Je puis pourtant espérer ne pas faire trop d'omissions du fait que l'ambassadeur de Belgique a très aimablement reçu les participants belges, ce qui a permis d'établir en quelque sorte le recensement. A tout seigneur ... nous mentionnerons donc d'abord monsieur Harsin, président du congrès, et M.J.A. van Houtte, délégué du comité historique belge. Citons ensuite l'école de Louvain, représentée par le chanoine Aubert et ses disciples, MM. Lory et Tihon. M. Aubert est l'auteur d'une excellente communication sur *Le christianisme social*. Son exposé oral, très clairement axé sur deux problèmes et à mon avis très bref, est un cas d'application de ce que je disais plus haut : ce texte appelait la discussion, il n'y en eut pas, entre autres à cause du bizarre jumelage de cette communication avec d'autres sur des problèmes fort différents. Une partie des congressistes de Léninegrad s'étaient transportés à Moscou; il s'agit de mesdames Bruwier et Desmet-Thielemans et des messieurs Craeybeckx, Deprez et Dhondt. Ce dernier était l'auteur du rapport d'ensemble sur *Le problème paysan depuis deux siècles*. Un groupe important de spécialistes en histoire militaire se trouvaient à Moscou, notamment MM. Charles, Duchesne -réélu secrétaire-général de la commission internationale d'histoire militaire comparée-, Gaier, Lorette et van Welkenhuyzen. Je n'ai pu assister aux travaux de la commission d'histoire militaire, mais je crois que plusieurs de nos compatriotes y ont joué un rôle actif. Le père Lenders, de Saint-Ignace, était également présent à Moscou, ainsi que Mlle Martens, des archives de Bruxelles, Mlle Devreese et Mad. de Ridder, de Gand, Monsieur Voordeckers (byzantiniste). Signalons aussi la présence de nos quatre inspecteurs d'histoire de l'enseignement moyen et normal, MM. Corijn, Delcroix, Maes et Van Santbergen. Monsieur Ysewijn (Louvain), historien de l'humanisme, participait aussi aux travaux du congrès. On me permettra enfin de mentionner en dehors de toute pensée impérialiste notre collègue luxembourgeois, M. Trausch, titulaire de la chaire d'histoire luxembourgeoise à l'Université de Liège. On aura remarqué sans doute que dans cette délégation belge les contemporanistes sont en grosse majorité. Il n'est pas sans intérêt de noter encore que la génération d'historiens diplômés avant 1930 était absente à l'exception de monsieur Harsin. Ch. Verlinden avait rédigé un des rapports qui furent présentés, mais il n'a pas participé aux travaux.

Parmi les travaux présentés à Léninegrad, il nous faut signaler

celui de monsieur Jean Vilar, qui apportait des aperçus intéressants sur la manière dont les Espagnols voyaient la concurrence économique des Pays-Bas méridionaux. (*Docteurs et marchands, l'école de Tolède, 1600-1630*). J.D.

2. Vade Mecum du contemporainiste.

Il y a lieu de mentionner avec grand éloge la publication de *Initiation à la documentation écrite contemporaine* de P. Gérin (Liège, Gothier, 1970, XVI-233 pp.). Il s'agit d'un répertoire surtout bibliographique des instruments de travail et sources imprimées relatives à la période contemporaine -depuis la fin du 18e siècle à nos jours- dans le monde, avec bien entendu une bonne part faite à la Belgique. Il n'existait rien de ce genre et Gérin nous fournit donc un manuel aussi précieux que commode. On y trouvera les bibliographies, les synthèses (universelles, nationales, spécialisées), les encyclopédies, annuaires, revues- tout ce qui précède constitue la première partie. La seconde est relative aux documents. En dehors d'un premier chapitre sur les dépôts d'archives, cette seconde partie mentionne les collections de sources imprimées (constitutions, lois, actes des hautes assemblées, actes des chefs d'état, documents imprimés des communes, provinces, corps judiciaires, documents statistiques, études et répertoires de presse, collections de pamphlets, actes d'organismes non officiels, discours. Enfin les correspondances imprimées, mémoires et biographies). On voit tout l'intérêt de ce petit volume.

3. Moissons et Hivers.

Les moissons dans la première moitié du siècle précédent. Les Bulletins de l'Académie ont peut-être des lecteurs, mais sans doute feuillette-t-on bien rarement les Bulletins d'il y a un siècle. C'est ce qui nous engage à signaler ici un article paru dans les *Bulletins de l'Académie royale de Belgique*, XX-2, 1853, pp. 169-22. Son auteur est Ch. Morren, son titre "Des causes des disettes en céréales depuis le commencement du 19e siècle". On y trouve des détails circonstanciés sur les disettes depuis 1801 jusqu'à 1853, en liaison avec les données météorologiques, surtout la sévérité des hivers. Je ne sache pas que l'on puisse trouver cela aussi groupé ailleurs.

4. Archéologie industrielle en Hainaut.

Gand possède son château des comtes qui attire les touristes du monde entier, mais qui a manqué au 19e siècle d'être abattu par une administration municipale béotienne. On se dit que de telles attitudes ne sont plus concevables de nos jours. Voire : la Belgique pos-

sède, dans l'ensemble industriel du Grand Hornu, un monument à peu près unique sur les premiers temps de la révolution industrielle qui fit la gloire et la fortune du Hainaut. L'entreprise elle-même ayant cessé de fonctionner, ces constructions étaient menacées. Une foule de personnes ont tenté de les sauver. Il semble que toutes ces tentatives aient échoué et que les démolitions seront bientôt entreprises. Ainsi le Hainaut laissera abattre l'édifice qui aurait apporté aux générations futures l'image de sa grandeur, l'équivalent de son château des comtes.

5. Archives contemporaines.

Le *Times* du 5 juin 1970 signale que le nombre d'utilisateurs du Public Record Office a augmenté de 25 % depuis que la limite d'ancienneté des documents donnés en consultation a été ramenée à 30 ans.

A ce propos, nous publions ici ce qui suit, et qui est extrait du *Bulletin de questions et réponses parlementaires* du 17 février 1970.

Ministre de l'Éducation nationale.

(Secteur français)

Question n° 34 de M. Glinne du 9 janvier 1970 (Fr.) :

Mes questions parlementaires n° 32bis du 2 septembre 1966 et n° 9 du 28 novembre 1967 ont évoqué l'utilité de ramener de cinquante à trente ans après les faits le délai fixé en matière de consultation des archives. La publication en Grande-Bretagne des documents officiels concernant l'année 1939 vient de souligner l'opportunité de réduire la période du "secret" au grand bénéfice des historiens et de l'opinion publique.

Il m'intéresserait dès lors de connaître les réponses de Monsieur le Ministre aux questions ci-après :

1° Le Gouvernement est-il toujours favorable au principe de la réduction du délai invoqué ci-dessus ?

2° Où en sont les procédures décrites comme ultimes à la fin de 1967, à savoir l'expression d'un avis par le Conseil scientifique des Archives générales du Royaume et de la désignation complète, à cette fin, des titulaires de ce Conseil ? D'autres obstacles sont-ils apparus ?

Réponse : Les Ministres de l'Éducation nationale sont toujours favorables au principe de la réduction du délai fixé en matière de consultation des archives.

La consultation du Conseil scientifique des Archives du Royaume, qui avait été envisagée, n'a cependant pas pu avoir lieu du fait que la création de l'ensemble des Conseils scientifiques des Établissements scientifiques de l'État a été retardée eu égard aux difficultés que soulèvent divers aspects de la restructuration du département de l'Éducation nationale et de la Culture.

Des solutions sont toutefois en vue, qui permettront de "débloquer" prochainement le problème de la mise en place des Conseils scientifiques.

6. Bibliographie d'histoire contemporaine.

Le comité national belge des sciences historiques a fait établir, sous la direction de J.A. van Houtte, *Un quart de siècle de recherche historique en Belgique*, 1944-68 (Bruxelles 1970, 586 pp.), soit une liste sélective des travaux historiques rédigés par des Belges. C'est une conception déplorable, et je m'en expliquerai ailleurs, mais je suis heureux de n'avoir que des élogés à exprimer relativement au chapitre relatif à l'histoire contemporaine, et dû au chanoine Aubert (pp. 425-566). L'auteur a fait un choix beaucoup plus large que ses collègues, et la production vraiment scientifique relative à l'histoire contemporaine de notre pays ne commençant en réalité pas avant 1930, on retrouvera dans son chapitre tout l'essentiel de ce qui a été publié (sauf, malheureusement, par des étrangers puisque la conception du volume les excluait). Qui dit choix, dit divergence. J'ai l'impression que le chanoine Aubert fait la part plus grande à l'histoire intellectuelle et religieuse qu'à l'histoire économique et sociale, mais on ne trouvera jamais deux historiens qui s'accordent exactement sur ces choix. Réjouissons-nous donc et félicitons l'auteur.

7 Les inventaires d'archives.

L'outillage bibliographique dans le domaine des inventaires d'archives en Belgique a été prodigieusement négligé durant trente ans. Sous l'impulsion vigoureuse de monsieur E. Persoons, secrétaire de rédaction de la Revue des *Archives et Bibliothèques de Belgique*, un effort considérable a été réalisé en ces dernières années pour rattraper le retard. C'est dans ce cadre que se situe le *Répertoire des Inventaires des Archives conservées en Belgique*, paru avant le 1er janvier 1969, établi par J. Nicodème et publié comme numéro spécial (n° 2, 1970, 121 pp.) de la revue que l'on vient de citer. Ce répertoire s'applique à relever les inventaires publiés (en impression ou stencils) de fonds d'archives conservés en Belgique, que ce soit dans les archives de l'état, des villes, ou ailleurs. L'organisation du travail est un peu compliquée, pour ce qui est de l'ordre de succession des dépôts mentionnés, mais cela n'est pas grave puisqu'on peut se débrouiller aisément avec la table des matières. Plus grave me paraît l'adoption de l'ordre alphabétique des auteurs à travers un même dépôt. Il faut lire tous les titres relevés pour les archives générales, par exemple, pour relever les inventaires se rapportant à telle période, ou à tel thème. Il est vrai qu'on a dressé un index rerum, mais il n'aide pas beaucoup puisqu'il ne retient que les substantifs-clefs des titres de l'inventaire. Les contemporanistes constateront qu'aucun inventaire de fonds conservés à Beveren ou à Saint-Hubert, dépôts réservés à l'histoire contemporaine, n'a été publié (il y a bien des in-

ventaires d'archives de Saint-Hubert, mais uniquement de fonds anciens qui y sont aussi conservés).

8. Archives d'Époque française.

Département des Forêts. Si, très généralement, les archives contemporaines ont été négligées par l'administration nationale des archives depuis Gachard jusqu'à nos jours, il en va autrement pour celles de l'époque française, qu'il s'agisse des archives centrales ou régionales. Parmi les rares inventaires imprimés pour l'histoire contemporaine, figurent plusieurs inventaires d'archives départementales. Celui du département des Forêts manquait : monsieur M. Bourguignon, chef de travaux honoraire des archives d'Arlon, vient de nous le donner en un gros volume (1). A vrai dire, il ne s'agit que d'une partie des archives de ce département, notamment la partie qui, après la séparation entre la Belgique et le Grand-Duché, fut distraite de l'ensemble pour être attribuée à la Belgique. On conçoit dès lors qu'il s'agisse presque exclusivement d'archives locales, et que la classification suive précisément les différentes communes. Ceci dit, l'inventaire rend parfaitement compte des grands groupes de dossiers et permet de se rendre compte des secteurs d'activité auxquels il se rapportent, bien plus clairement que dans les autres inventaires de fonds départementaux.

La même remarque générale (situation privilégiée des archives de l'époque française) est vraie pour les archives centrales. On commence à disposer d'un ensemble d'aperçus de plus en plus étendus des documents relatifs à notre pays conservés aux Archives Nationales. Il faut y joindre celui de J. Verhelst, *De "archives nationales" te Parijs. Documenten betreffende de Leie- en Schelde-departementen in de Reeksen C en F, 1789-1815* (Bulletin Commission Royale d'Histoire, 1969, pp. 1-70. Il s'agit donc des documents "opinion publique" et économie. La liste est d'une grande richesse et bien des mentions de documents sont tantaliques.

9. Archives communales.

Dans plusieurs provinces, les archives de l'état ont publié les inventaires des archives communales contemporaines, ainsi par exemple R. Petit, *Inventaire des archives communales* (du Luxembourg) t. II, Bruxelles 1970, 60 pp. et J. Bovesse et Françoise Ladrier, *Inventaire des archives communales de l'époque contemporaine* (Namurois, Bruxelles 1970, pp. 121). Ces inventaires, sommaires évidemment, montrent bien les grandes séries de documents conservés dans un

(1) Bruxelles 1969, 419 pp.

fonds d'archives de commune, font déceler aisément les séries historiquement importantes : registres aux délibérations, indicateurs de correspondance, grands livres de recettes et de dépenses, contribution personnelle, état-civil, listes électorales. De temps en temps, on trouve là quelque document relatif au cadastre primitif. Dans les fonds dont on parle ici, on trouve une très forte prédominance de documents du 20^e siècle, exceptionnellement des pièces de l'époque française, relativement peu pour le 19^e. Il est décevant de voir dans combien de communes la plus grande partie des séries mentionnées ci-dessus manque pour le 19^e siècle. Cela est malheureusement aussi le cas pour bien de grandes villes. Ce qui reste des listes électorales du 19^e siècle et des rôles d'impôts devrait être soigneusement et par priorité préservé. Existe-t-il encore quelque part (sauf, très fragmentairement, dans deux ou trois villes) des archives de la patente ?

Archives de Gand : le petit article de A. Wyffels, *Het Stadsarchief van Gent* (Archief en Bibliotheekwezen in België, t. 41, 1970, pp. 236-247), est intéressant pour l'histoire intellectuelle parce qu'il montre comment s'est constitué et a évolué un dépôt d'archives urbain, et aussi avec quel dédain des archivistes -même de valeur- traitaient les archives contemporaines.

10. Biographie nationale.

On sait que la commission de la biographie nationale prépare l'édition de nouveaux suppléments de ce recueil en faisant paraître des listes provisoires de "personnages décédés depuis 1830", qui feront, ultérieurement, ou non, l'objet d'une notice. La liste provisoire pour les lettres I.J. vient de paraître (Bruxelles, 1969, 48 pp.). Son examen nous incite à formuler quelques très brèves remarques. On rencontre naturellement beaucoup de Janssens sous la lettre J. Je ne retrouve point le personnage pittoresque de ce nom qui fonda vers 1935 le "parti réaliste" qui eut son moment de succès dans l'atmosphère préfasciste de cette époque. Cela s'explique, je le crains, par le fait que peu ou pas de contemporanistes n'interviennent dans la rédaction de cette liste. Le plus souvent -il faut applaudir à cette initiative- les noms des personnages relevés sont accompagnés de l'indication d'une notice biographique. Il n'en est que plus surprenant de ne rien trouver à propos du député Jacquemotte, fondateur du parti communiste. On trouve mention de Jenatzy, coureur automobile, et c'est très bien, mais n'existe-t-il vraiment qu'un seul sportif dont le nom commence par I ou J ? Ce sont des détails, mais indicatifs d'une mentalité. Il y a toutefois pire : j'ai déjà souvent exprimé le regret que lorsqu'on rédige un recueil biographique, seuls y figurent les artistes et écrivains, hommes politiques et militaires.

C'est très nettement encore le cas ici : pas d'industriels, (sauf quand ils sont aussi députés ... ou mécènes), pas de syndicalistes, mais le moindre petit député insignifiant.

11. Jean Baptiste Nothomb fut une de ces natures souples qui font les beaux mariages, les belles carrières, les belles dynasties, et qui, en passant, gagnent et conservent la confiance des rois. Ce qui surprend, c'est qu'il ait osé participer à la révolution de 1830. Mais il avait 25 ans et il s'est trouvé embrigadé à l'Université dans le groupe de fortes personnalités qui s'exprimaient dans le *Mathieu Laensbergh*. C'est seulement le 29 septembre, d'ailleurs, qu'il a atteint Bruxelles. Travailleur et studieux, son utilité lui valut une promotion rapide -secrétaire-général des affaires étrangères à 25 ans-. Sous Léopold Ier, il fut "l'homme du roi", ce qui explique son éblouissante carrière, et aussi l'aspect particulier de ses archives. M.R. Thielemans et A.M. Pagnoul viennent de publier *l'Inventaire des Papiers de Jean Baptiste Nothomb 1805-1881* (Bruxelles 1970, 71 pp.). Il s'agit en fait de deux ensembles distincts : d'une part, des papiers découverts il y a une cinquantaine d'années dans la famille, d'autre part, des documents appartenant déjà précédemment aux archives générales du royaume, surtout des documents parlementaires provenant des départements que Nothomb a gérés comme ministre. La première partie est de loin la plus intéressante : elle se compose en ordre principal de lettres adressées à Nothomb par Léopold Ier, ses descendants immédiats, ses principaux collaborateurs et quelques autres personnes (signalons au passage Victor Cherbuliez, Lamartine, Meyerbeer). Il y a aussi les lettres de Nothomb à sa femme. Elles ne sont pas consultables sans autorisation alors qu'elles sont sans doute les plus intéressantes pour la personnalité de leur auteur. Outre ces lettres, il se trouve dans ce fonds une foule de dossiers politiques d'intérêt inégal. Je relève un dossier (182) sur les subsides de Léopold Ier à *L'Indépendant*. Il n'y a rien, me semble-t-il, sur la fortune personnelle de Nothomb. C'est pourtant un aspect (l'enrichissement des hommes politiques) sur lequel on aimerait avoir des renseignements.

Une dernière remarque : il s'agit d'un inventaire détaillé, où chaque dossier est mentionné et la date de chaque lettre est indiquée. Cela est assurément bien commode pour ceux qui s'occupent d'histoire politique. Mais fallait-il vraiment que deux de nos rares archivistes unissent leurs efforts pour "lécher" cet inventaire alors que les gigantesques fonds d'archives économiques et sociaux de l'époque contemporaine, lesquels contiennent des millions de pièces, ne sont encore nulle part pour ce qui est de leur inventarisation ?

12. Albert Ier.

On trouve dans *L'intermédiaire des généalogistes*, n° 141, 1969, p. 217, le résumé d'une conférence faite par Carlo Bronne et consacrée aux jeunes années du roi Albert Ier. On y souligne l'influence de Sigogne, professeur de diction du prince Albert et qui lui fit connaître les doctrines sociales nouvelles (Kropotkine, Tolstol). L'accent est mis par ailleurs sur le rôle du général Jungbluth (dont la correspondance a servi à cette conférence) qui mit en rapport le prince avec des personnages destinés à jouer un rôle aussi décisif que Francqui, Theunis, et le général Gallet (on voit bien par là que Jungbluth entame la série des militaires qui eurent désormais une telle influence sur nos rois -Jungbluth-Gallet-van Overstraeten). Une troisième personnalité à avoir influencé le futur souverain est l'historien luxembourgeois Tandel.

Le roi Albert, longtemps prisonnier d'une légende dorée, constitue un personnage assez complexe. Il serait souhaitable d'entamer sérieusement l'étude de ce souverain qui se trouva occuper le trône à une époque cruciale.

13. Deux archives d'hommes politiques.

Frans van Cauwelaert est un des hommes politiques flamands les plus considérables de la première moitié du siècle. Ses archives, conservées à Anvers chez sa fille, ont été étudiées par Réginald de Schrijver qui se propose de publier un ou deux volumes comportant un choix de la correspondance jusqu'en 1918, des mémoires-van Cauwelaert avait l'intention de les rédiger, mais n'a que partiellement réalisé son projet, notamment jusqu'à 1918, et un journal se rapportant à la première guerre mondiale. Pour ce qui est du journal, comme pour les mémoires, van Cauwelaert s'y est repris à plusieurs reprises mais n'a jamais rédigé un journal continu. Les notes sont plus étendues à partir de 1930 et pendant la seconde guerre mondiale. Les documents les plus anciens de ce fonds se rapportent à 1902, les lettres deviennent très nombreuses à partir de 1910. Tous ces détails ont été exposés par le professeur De Schrijver lors du Congrès de la Fédération archéologique et historique de la Belgique qui s'est tenu à Malines du 3 au 6 septembre 1970.

Camille Huysmans, dont la carrière a été plus longue encore et au moins aussi importante que celle de van Cauwelaert, a lui aussi laissé des archives considérables, capitales pour l'histoire du socialisme, du mouvement flamand et pour l'histoire politique de la Belgique. Une publication des éléments principaux de ces archives est préparée activement. Le premier volume est prévu pour 1971.

On notera avec une vive satisfaction qu'en Belgique un mouve-

ment aussi décidé pour la mise en valeur des documents d'histoire contemporaine se dessine enfin.

14. Première guerre mondiale.

Tout le monde connaît le monumental travail de Fritz Fischer, *Griff nach der Weltmacht*, qui traite en détail des buts de guerre allemands pendant la première guerre mondiale. Ce livre vient de paraître en traduction française sous le titre *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale, 1914-18*, Paris 1970, 653 pp. Inutile de dire que la "question belge" y est abondamment traitée dans toute son ampleur et son évolution.

15. Ruhr, 1923.

Ceux qui, sur la base du titre de l'ouvrage de J.C. Favez, *Le Reich devant l'occupation franco-belge de la Ruhr en 1923* (Genève 1969, 407 pp.) penseraient y trouver une contribution importante à la politique belge, seront déçus : le travail traite strictement de l'attitude allemande.

16. Mai '40.

Dans *Het koninkrijk der Nederlanden in de tweede Wereldoorlog, Mei 40* (Den Haag 1970, 487 pp.), L. de Jongh traite -et de manière remarquable- strictement de l'histoire néerlandaise en mai 1940. Toutefois un des derniers chapitres, "*België en Frankrijk*" (pp. 445-459) fait état d'événements qui se déroulent dans notre pays ou, inversement, des troupes belges en Flandre Zélandaise. On notera que ces troupes belges auraient eu un comportement déplorable (p. 450).

Il est un autre aspect du livre qui nous intéresse indirectement : un parallèle très intéressant peut être établi entre les relations des deux chefs d'états (la reine Wilhelmine et le roi Léopold) avec leurs ministres. La souveraine affichait franchement son peu d'estime pour ses ministres. A toutes fins pratiques, le comportement du souverain belge ne semble pas avoir été très différent, pourtant le fait que la reine de Hollande n'était pas commandant de l'armée a abouti à une situation et à une issue très différente de celle de la Belgique.

17. Question royale.

La "Question royale" que l'on croyait relativement assoupie, rebondit avec plusieurs publications toutes récentes. Mentionnons les souvenirs de R. Capelle, *Dix-huit ans auprès du roi Léopold* (Paris 1970, 417 pp.), L. Schepens, *1940, Dagboek van een politiek conflict* (Tielt 1970, 259 pp.), un article du colonel Bikar relatif aux

documents de Mechelen-sur-Meuse, et une véhémence réplique de M. van Welkenhuyzen, enfin plusieurs réactions aux publications que l'on vient de citer. On annonce comme imminentes trois publications importantes sur 1940, et au moment où nous écrivons Camille Gutt vient d'entamer la publication de ses mémoires portant sur les journées qui suivent immédiatement le 28 mai 1940. Plutôt que de traiter séparément de chacun de ces travaux, nous nous proposons de leur consacrer dans le prochain numéro de la présente revue une chronique d'ensemble.

18. Résistance.

Le colonel Henri Bernard, auteur de deux travaux importants sur l'histoire de la résistance, vient de publier dans le même domaine un travail de nature très différente : dans *Un maquis dans la ville* (Bruxelles, la Renaissance du livre, 1970, 300 pp.) il retrace l'activité du "régiment des milices patriotiques de Schaarbeek". C'est un travail peu lisible, en ce qu'il consiste largement en énumérations, mais précieux en ce qu'il retrace dans un extrême détail l'activité d'un groupe (dans ce cas-ci basé largement sur la police et l'administration communale de Schaarbeek) de résistance.

C'est par erreur évidemment qu'à la p. 177 Sorge est mentionné comme type d'espion à gages.

On rapprochera de l'étude précédente, celle de Bernard Ducarne, *Le financement de la résistance armée en Belgique, 1940-44* (CRISP, courrier hebdomadaire n° 476-7, 1970, 62 pp.). On y retrace comment, assez tardivement et très progressivement, le gouvernement belge de Londres fut amené à financer les mouvements de résistance qui, par ailleurs, avaient assez largement procédé à la mobilisation par des moyens très divers, des ressources nécessaires. Il apparaît que l'Armée Secrète a été plus généreusement traitée que les autres mouvements.

19. Un diplomate américain.

Le diplomate américain Robert Murphy a publié en 1964 ses souvenirs "*Diplomat among warriors*". Une traduction française vient de paraître *Un diplomate parmi les guerriers* (Paris, R. Laffont, 494 pp.). Murphy a été aussi ambassadeur à Bruxelles et c'est pourquoi nous mentionnons cette publication. Les pages relatives à la Belgique et le Congo (pp. 345-357) sont d'ailleurs peu instructives. On notera l'orientation violemment pro-sécessionniste katangaise de l'auteur.

Ce travail est intéressant, parce qu'il révèle très franchement la mentalité d'un diplomate américain. On notera avec un peu d'épou-

vante combien certaines décisions fondamentales de la politique étrangère américaine sont parfois dictées par des préoccupations électorales directes.

Du point de vue de la critique historique théorique, on y trouvera confirmation d'un fait, d'ailleurs connu : le texte de l'armistice avec l'Allemagne en 1945 n'était pas le texte qui avait été arrêté par les Alliés, mais, par suite de la distraction d'un négociateur, une version périmée. On se dit que c'est impossible, mais on voit ici que tout est possible dans le monde des sources.

20. Elections.

Il n'est pas facile de déterminer la ligne qui sépare l'histoire de la science politique. Le plus simple est de considérer la science politique comme une science auxiliaire de l'histoire. C'est pourquoi nous mentionnons ici l'ouvrage de N. Deruelle, de R. Evalenko et de W. Fraeys *Le comportement politique des électeurs belges* (Bruxelles 1970, 265 pp.). La thèse des auteurs, c'est que le comportement politique (en clair, le vote) des électeurs belges est demeuré fondamentalement stable depuis 1919 jusqu'en 1965, les électeurs apportant leur vote -ou revenant apporter après de brèves évasions- aux grands partis traditionnels. Depuis les élections de 1965, et à travers celles de 1968, une transformation se serait produite du fait, d'une part, du passage *durable* d'une partie de l'électorat traditionnel aux partis "linguistiques", et, de l'autre, d'une partie de l'électorat catholique au P.L.P. Ces constatations sont basées sur des sondages d'opinion très étendus. Le problème, bien entendu, est de savoir s'il s'agit d'un mouvement irréversible ou non.

Les auteurs ont étudié leur problème sous beaucoup d'aspects. On relèvera avec beaucoup d'intérêt l'étude du comportement social *subjectif* des électeurs (il y a corrélation entre leur vote et la classe sociale à laquelle ils *croient* appartenir, et qui n'est pas toujours identique avec celle à laquelle ils appartiennent objectivement). Il apparaît que le P.L.P. est devenu bien nettement un parti conservateur déconfessionnalisé, tandis que le parti socialiste est bien resté un parti de non-pratiquants. Tout cela est intéressant en tant que modèle - donc hypothèse de travail pour l'histoire.

21. Bourgeois de province.

R. Wellens, assistant aux archives de l'état à Mons, a publié *l'Inventaire des Archives de la Famille Dolez* (Bruxelles 1969, 21 pp.). La famille Dolez constitue un exemple intéressant d'ascension sociale à travers le 18^e siècle et le 19^e. Ils étaient épiciers au 18^e siècle (avec à chaque génération un militaire et entre autres une

branche qui via une carrière militaire aboutit à s'établir en Amérique) et se marient dans le milieu des maîtres-artisans. Un de ces épiciers fit de son fils un licencié en droit, ce qui les mena à l'époque autrichienne finissante et à l'époque française- à des charges administratives et politiques. Solidement intégrés aux notables, ils gardèrent leur position à l'époque hollandaise et la renforcèrent après 1830, l'un des membres atteignant même à une alliance noble, un autre, Hubert-Joseph Dolez, faisant une carrière politique et finissant ministre d'état, un troisième, Hubert, faisant une belle carrière dans les ambassades.

Parmi les documents contenus dans ce fonds d'archives, on notera des dossiers de relations avec les grands hommes d'affaires que furent les Tiberghien et des correspondances intimes qu'il serait peut-être utile d'explorer.

La famille d'Artois (J. Rouhart-Chabot, *Inventaire des archives de la famille d'Artois et de ses alliés*, Bruxelles 1970, 37 pp.) n'a pas connu une ascension sociale aussi réussie : vieille famille liégeoise d'orfèvres (successeurs des orfèvres Le Roy), elle passa au négoce à la fin du 18e siècle (par suite de la mauvaise vue de Jacques Dartois, qui l'obligea à s'installer comme clerc chez un négociant), elle s'y maintint par ses alliances et investit fortement dans l'industrie charbonnière. Aussi ce fonds d'archives contient-il des pièces intéressantes pour l'histoire de l'industrie houillère et aussi pour la situation politique à Liège à la fin du 18e siècle.

Désiré de Haerne : parmi les personnalités les plus originales de la vie politique belge au 19e siècle on compte le chanoine de Haerne. On trouvera dans *L'intermédiaire des généalogistes* (n° 146, 1970, pp. 112-13) des renseignements précis (fournis par W. van Hille) sur son ascendance et sa famille. Notre chanoine appartient à une famille qui à travers le 18e et le 19e siècle est composée à peu près exclusivement de fonctionnaires, de bourgmestres et de religieux ou religieuses, auxquels se joignent des "agents d'affaires". On se mariait très peu dans cette famille, même les laïcs, et on a fini par être anobli. Très peu "d'économiquement actif" dans tout cela.

22. Charbonnages liégeois.

On sait tout ce que les historiens doivent à G. Hansotte, chef de section aux archives de l'état à Liège : comme archiviste, il a classé une foule de fonds économiques de l'époque contemporaine -si notablement négligés en Belgique. Comme historien, il a étudié avec soin l'histoire des charbonnages liégeois. Son *Inventaire des archives des charbonnages de Gosson-Kessales* (Bruxelles 1969, 17 pp.) constitue le relevé de fragments d'archives -pour la plus grande partie

de la seconde moitié du 19e siècle et du premier tiers du 20e- provenant d'une dizaine d'exploitations charbonnières qui fusionnèrent au cours des années pour constituer la société des charbonnages de Gosson-Kessales.

23. Capitalisme Belge.

Le livre de John P. McKay, *Pioneers for profit* (University of Chicago Press, 1970, 442 pp.) traite dans une très large mesure de l'expansion du capitalisme belge, ainsi qu'on pourrait d'ailleurs le déduire du sous-titre *Foreign entrepreneurship and russian industrialisation, 1885-1913*. Sur la base d'une documentation très vaste - archives et publications - l'auteur s'y applique surtout à déterminer les mécanismes de la pénétration d'un certain nombre de grandes entreprises occidentales en Russie. Les entreprises belges surgirent brusquement en Russie vers 1890 et partagèrent avec le capital français une position largement prédominante dans le secteur de l'acier (1894-1900) et dans le secteur de l'électricité couplé à l'établissement de tramways (tous belges), le tout concentré essentiellement en Russie méridionale. Toute cette activité provient largement de maisons liégeoises et hennuyères. Le rôle de Cockerill étant particulièrement considérable, il fait l'objet dans ce livre d'une étude séparée. Tout cela, on en avait une idée générale, mais John McKay nous apporte une abondance de renseignements précis sur cette phase essentielle de l'expansion capitaliste de la Belgique.

24. Le banditisme vers 1800.

Que le banditisme soit un phénomène social et non pas un accident un peu folklorique, c'est ce qui commence tout doucement à apparaître. Le professeur van den Eerenbeemt, de Tilbourg, l'un des esprits les plus originaux parmi les historiens hollandais contemporains, en donne la démonstration dans *Van Mensenjacht en Overheidsmacht. Criminogene groepsvorming en afweer in de Meijerij van 's-Hertogenbosch 1795-1810* (Tilburg 1970, 136 pp.). Il y étudie le banditisme très actif qui se manifestait sous la République Batave dans la région limitrophe entre cette république et notre pays. Ce travail nous intéresse directement parce que ce banditisme était fortement nourri par des fugitifs de la Guerre des Paysans, des vagabonds originaires de chez nous et naturellement par la contrebande à travers la frontière commune.

25. Le Capital.

Le livre d'Anna Uroéva, *Une oeuvre éternelle* (Editions du Progrès, Moscou, 1969, 253 pp.) est un travail assez étonnant dans

sa conception et impressionnant par son érudition : il traite de la rédaction, de la publication, de la diffusion, des traductions du *Capital* de Marx. On ne croirait pas à première vue qu'il y ait là matière à un livre, mais le travail d'Anna Uroéva prouve bien le contraire et on se dit qu'il y aurait peut-être lieu de faire des études semblables pour certains autres grands monuments de la pensée contemporaine : nous ne sommes que trop portés à considérer les livres (sauf les oeuvres strictement littéraires, et alors c'est le domaine des historiens de la littérature, assez étroits dans leurs conceptions en général) comme naissant sans problème dans le cerveau de leur auteur et comme trouvant en quelque sorte spontanément éditeurs et lecteurs. L'immense mérite du petit livre dont on traite ici c'est que tous les aspects du mécanisme du produit intellectuel sont examinés ici, pas à pas. Il y a là une conception de l'histoire des faits intellectuels autrement concrète que ce que l'on fait habituellement passer pour telle. Si nous mentionnons ici ce volume, c'est aussi parce qu'il y est question assez souvent de la Belgique, certains socialistes belges (à commencer par César de Paepe, naturellement) ou certains journaux (*La Liberté*, par exemple) ayant eu leur part dans le vaste processus si magistralement démonté par Anna Uroéva.